



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Accord-cadre relatif à la création d'un jeu sérieux de sensibilisation
aux atteintes à la probité pour l'Agence française anticorruption**

N° AB-2-2021-SeriousGame

Table des matières

Article 1 - PREAMBULE – CONTEXTE	4
Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
6.1 Cadre général	4
6.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	5
Article 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	5
Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
Article 9 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	6
Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
10.1 Représentation des parties	6
10.1.1 Représentation de la personne publique	6
10.1.2 Représentation du titulaire	6
10.2 Conditions d'exécution.....	6
10.2.1 Mise en place de l'équipe technique.....	6
10.2.2 Remplacement des intervenants	7
10.2.3 Pilotage des prestations	7
10.2.4 Émission et exécution des bons de commande	8
10.2.5 Exigences relatives aux prestations.....	9
10.2.6 Confidentialité applicable au personnel du titulaire	9
10.3 Obligations du titulaire.....	9
10.3.1 Obligation de conseil	9
10.3.2 Obligation d'information	9
10.3.3 Obligation de confidentialité.....	10
10.3.4 Obligation de résultat.....	10
10.3.5 Clause de confidentialité dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre	10
10.3.6 Mesures de sécurité	11
10.4 Responsabilité du titulaire	11
10.5 Clauses sociales	11
10.6 Clauses environnementales	12
10.7 Constatation de l'exécution des prestations.....	12
10.8 Modalités de règlement	12
10.9 Garantie	12

10.10 Pénalités	13
10.10.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	13
10.10.2 Pénalités liées aux clauses environnementales	13
10.10.3 Plafonnement des pénalités.....	13
10.10.4 Seuil d'exonération des pénalités	13
Article 11 - REGIME FINANCIER	14
11.1 Forme et contenu des prix	14
11.2 Variation des prix.....	14
11.3 Modalités financières	15
11.3.1 Délais de paiement.....	15
11.3.2 Modalités de facturation.....	16
Article 12 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT	17
12.1 Garantie et cautionnement.....	17
12.2 Avances.....	17
12.3 Acomptes.....	18
12.4 Cession et nantissement	18
Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	18
13.1 Régime des droits de propriété intellectuelle	18
13.2 Mesures d'interopérabilité.....	22
13.3 Régime des données	22
Article 14 - Traitement de données à caractère personnel	23
Article 15 - DISPOSITIONS DIVERSES	23
15.1 Forme des notifications et des informations	23
15.2 Langue	23
15.3 Assurances.....	23
15.4 Résiliation	24
15.5 Attestations administratives	24
15.6 Obligations administratives.....	24
15.7 Règlement alternatif des différends	24
15.8 Litiges et contentieux	25
Article 16 - DEROGATIONS AU CCAG.....	25

Article 1 - PREAMBULE – CONTEXTE

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la création d'un jeu sérieux (« serious game ») de sensibilisation à la prévention des atteintes à la probité. La forme retenue est celle d'une aventure textuelle (type « visual novel ») à choix multiples, avec animation 2D et éventuellement des éléments d'interface interactive (de type « point n click »).

L'accord-cadre porte sur des prestations de services.

Le présent accord-cadre n'est pas alloti.

Article 3 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu par la sous-direction informatique des services centraux du service de l'environnement professionnel du secrétariat général du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance (MEFR), pour les besoins et au bénéfice de l'Agence Française Anticorruption.

Article 4 - PROCEDURE DE PASSATION

Le présent accord-cadre est passé selon une procédure adaptée en application notamment des articles R.2123-1, R2123-4, R2123-5 du code de la commande publique.

Article 5 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il ne donnera pas lieu à la passation de marchés subséquents.

L'accord-cadre comprend une partie ferme et une partie à bons de commande.

Le montant minimum de l'accord-cadre correspond à la prestation ferme de l'annexe financière (« Fourniture et mise à disposition de la solution de jeu sérieux »). Le montant maximum est de 138 999 € HT.

Le montant des prestations figure à l'annexe financière à l'acte d'engagement souscrit par le titulaire.

Article 6 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

6.1 Cadre général

La durée du présent accord-cadre court à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois, hors reconductions éventuelles.

6.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite une (1) fois pour une période de vingt-quatre (24) mois, à sa date anniversaire de notification, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent à la période initiale de l'accord-cadre et aux périodes de reconduction.

Cependant, la prestation de la partie ferme et forfaitaire (« Fourniture et mise à disposition de la solution de jeu sérieux ») ne sera réalisée qu'une seule fois sur la durée totale de l'accord-cadre.

La décision de non-reconduction fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, notifiée au titulaire un mois avant la date anniversaire de la prise d'effet de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Article 7 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations sont exécutées dans les conditions énoncées au CCTP et réalisées dans les locaux de l'administration ou dans les locaux du titulaire.

Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le présent accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe financière.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 (CCAG-TIC), notamment l'option A ;
- L'arrêté du 18 septembre 2018, publié au Journal officiel de la République française du 27 septembre 2018, qui approuve le « cahier des clauses simplifiées de cyber sécurité » (CCSC) ;
- Les éventuels actes de sous-traitance, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre technique du titulaire ;
- L'annexe RGPD ;
- Le questionnaire environnemental.

En cas de contradiction entre deux documents constitutifs de l'accord-cadre, le document le plus élevé dans l'ordre de priorité prévaut.

Seuls les documents conservés par la personne publique font foi.

Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles :

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le titulaire préalablement à sa signature.

Article 9 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations du présent accord-cadre sont décrites dans le CCTP.

Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 Représentation des parties

10.1.1 Représentation de la personne publique

L'interlocuteur désigné par l'administration est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'administration notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'administration, de toute modification d'interlocuteur désigné.

10.2 Conditions d'exécution

10.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire fera parvenir la liste comportant les noms, prénoms et fonctions de tous les personnels susceptibles d'intervenir et de se rendre dans les locaux de l'administration dans le cadre du présent accord-cadre. Toute modification à cette liste devra être portée au préalable à la connaissance du représentant de la personne publique.

La personne publique communiquera au titulaire les conditions d'accessibilité des locaux et les règles de sécurité en vigueur.

Les personnels affectés à la réalisation des prestations prévues au titre du présent accord-cadre sont soumis à l'agrément de la personne publique qui pourra limiter l'accès à ses locaux pour des raisons liées à la sécurité des personnes, des biens ou des informations.

Lorsqu'il est présent dans les locaux de la personne publique, le personnel affecté par le titulaire à la réalisation des prestations, objet du présent accord-cadre est soumis aux règles et usages en vigueur

pour les personnels de l'administration notamment en ce qui concerne les horaires d'intervention et le port d'un badge d'identification.

10.2.2 Remplacement des intervenants

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes désignées dans l'accord-cadre pour en assurer la conduite. Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire désigne les remplaçants et en communique les noms et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq jours à compter de l'envoi de la lettre au pouvoir adjudicateur. Ces remplacements sont subordonnés à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre vaut acceptation du remplacement.

La personne publique pourra à tout moment demander le remplacement d'un ou des représentants du titulaire, pour des motifs professionnels.

10.2.3 Pilotage des prestations

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions entre les représentants de la personne publique et le titulaire. Le comité de pilotage (COPIL) du présent accord-cadre est détaillé à l'article 6 du CCTP.

Le prix de cette instance est inclus dans les prix de l'accord-cadre.

Exigences relatives aux prestations :

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Confidentialité applicable au personnel du titulaire :

Le titulaire et son personnel sont astreints à une stricte confidentialité concernant tous documents, analyses, renseignements ou informations dont ils ont connaissance au cours de leurs travaux ou qui leur sont confiés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre ou de leur présence dans les locaux de la personne publique.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes intervenant pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

Obligation de confidentialité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les logiciels auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objet ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Mesures de sécurité :

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

Responsabilité du titulaire :

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

10.2.4 Émission et exécution des bons de commande

Les prestations des UO SMART-1, TRAD-2, DOUBL-3, EVOL-1, EVOL-2, CHA-1, CHA-2, EDIT-1, EDIT-2, EDIT-3, MOD-1, MOD-2, MOD-3, ADAPT-1 et FORM-1 sont déclenchées par bon de commande émis par la personne publique au fur et à mesure des besoins, sur la base des prix fixés à l'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans celui-ci.

Chaque bon de commande précise notamment :

- l'intitulé de l'entité qui passe commande,
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique),
- les coordonnées du service qui passe la commande,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la désignation des fournitures et/ou prestations commandées,
- la quantité commandée,
- les montants HT, TTC et taux de TVA appliqués,
- les lieux et délais de réalisation des prestations,
- l'adresse du service destinataire de la facture,
- pour la facturation dématérialisée, le code service exécutant,
- les modalités particulières de réception et d'exécution de la commande, le cas échéant,

- l'adresse de facturation et toute information nécessaire à la transmission des factures et non précisée dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues du CCAG-TIC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

10.2.5 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

10.2.6 Confidentialité applicable au personnel du titulaire

Le titulaire et son personnel sont astreints à une stricte confidentialité concernant tous les documents, analyses, renseignements ou informations dont ils ont connaissance au cours de leurs travaux ou qui leur sont confiés dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre ou de leur présence dans les locaux de la personne publique.

Le titulaire s'engage à étendre cette obligation de confidentialité à l'ensemble des personnes intervenant pour son compte dans la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

10.3 Obligations du titulaire

10.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à la personne publique.

Cette obligation est formelle et fondée sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

10.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

De plus, le titulaire fournit une fiche de renseignement, pour chaque nouvel intervenant, qui doit contenir sa formation, son expérience professionnelle et ses domaines d'intervention. Cette fiche renseigne le pouvoir adjudicateur sur les qualités et les niveaux de compétence des collaborateurs proposés.

Enfin, le nouveau collaborateur doit intervenir, de préférence, en tuitage avec un de ses collègues pendant une période suffisante à sa bonne intégration.

10.3.3 Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de la personne publique, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La personne publique pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

10.3.4 Obligation de résultat

Le titulaire est astreint à une obligation de résultat selon les usages commerciaux, la réglementation et la jurisprudence en vigueur dans le secteur d'activité concerné.

Le fait pour la personne publique de vérifier ou d'exiger que les agents du titulaire aient un maximum de qualifications techniques et une bonne connaissance du domaine d'intervention ou soient présents dans ses locaux ne constitue en aucun cas une obligation de résultat.

En conséquence, le titulaire s'oblige à prendre toutes les assurances afin de remettre à la personne publique, dans les conditions fixées par l'accord-cadre, les prestations demandées en respectant les normes et standards de l'administration et les spécifications particulières fixées par le cahier des clauses techniques particulières.

10.3.5 Clause de confidentialité dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre

Les supports informatiques et documents fournis par l'administration au titulaire de l'accord-cadre restent la propriété de l'administration.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 4 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat ; l'accord préalable de l'administration est nécessaire.
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat.
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat.
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du contrat.
- Et en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

À ce titre, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de l'accord-cadre sans l'accord préalable de l'administration.

L'administration se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire de l'accord-cadre.

L'administration peut prononcer la résiliation immédiate de l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.3.6 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations.

10.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

10.5 Clauses sociales

Sans objet.

10.6 Clauses environnementales

Les livrables du présent accord-cadre devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé.

Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

Le titulaire privilégiera, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il pourra aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur.

10.7 Constatation de l'exécution des prestations

La réception de la prestation forfaitaire et des prestations de chaque bon de commande sera prononcée par procès-verbal de la personne publique valant attestation de service fait.

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux dispositions des articles 24, 25, et 28 du CCAG-TIC.

Livrables :

L'ensemble des livrables exigés dans l'accord-cadre donneront lieu à validation par la personne publique.

10.8 Modalités de règlement

Le paiement des prestations de l'accord-cadre intervient dans les conditions fixées ci-dessous :

Le règlement de la prestation forfaitaire fait l'objet d'un règlement à terme échu, après constatation du service fait et de la bonne exécution des prestations, prononcé par procès-verbal de service fait établi par la personne publique.

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait sera suspensive de paiement tant qu'elle ne sera pas levée par la personne publique.

Le règlement des prestations à bons de commande intervient au prononcé de la réception des prestations par procès-verbal de service fait de la personne publique.

Toute observation ou réserve mentionnée au procès-verbal ou toute absence de constatation de service fait est suspensive de paiement tant qu'elle n'est pas levée par la personne publique.

10.9 Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie conformément à l'article 30 du CCAG-TIC.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

10.10 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général. Elles peuvent être appliquées en déduction des factures ou faire l'objet de titre de perception.

10.10.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

➤ **Pénalités de retard**

Les délais lorsqu'ils ne font pas partie de la description des unités d'œuvre, notamment en ce qui concerne les demandes d'évolutions, devront être indiqués dans les propositions commerciales adressées à l'administration après que cette dernière ait transmis l'expression du besoin.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement du délai contractuel, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

10.10.2 Pénalités liées aux clauses environnementales

Sans objet.

10.10.3 Plafonnement des pénalités

Le plafond des pénalités encourues est fixé à 20 % du montant des prestations exécutées de l'accord-cadre à compter de sa notification.

10.10.4 Seuil d'exonération des pénalités

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Article 11 - REGIME FINANCIER

11.1 Forme et contenu des prix

Le prix des prestations figure à l'annexe financière de l'acte d'engagement. Ils sont exprimés nets, en euros hors taxes.

Les prestations des UO SMART-1, TRAD-2, DOUBL-3, EVOL-1, EVOL-2, CHA-1, CHA-2, EDIT-1, EDIT-2, EDIT-3, MOD-1, MOD-2, MOD-3, ADAPT-1 et FORM-1 sont unitaires et à bons de commande.

L'UO « Fourniture et mise à disposition de la solution de jeu sérieux » est forfaitaire et ferme.

Les prix sont réputés inclure :

- Tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations.
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès aux différents lieux indiqués au CCTP.
- Le suivi commercial.
- Le pilotage des prestations.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

11.2 Variation des prix

a. ANNEXE FINANCIERE

Les prix de l'annexe financière sont **fermes et définitifs** pour la durée totale de l'accord-cadre.

Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

➤ Actualisation des prix

Conformément à l'article R.2112-11 du code de la commande publique, les prix fermes sont actualisables.

Si la date de notification est postérieure de plus de trois mois à la date limite de dépôt des offres, le prix ferme sera actualisé.

Cette actualisation sera effectuée sur la base de l'indice publié INSEE indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) CPF 62.01 – Prix de marché – Base 2015, au moyen de la formule suivante :

$P = P_0 (I-3 / I_0)$, dans laquelle :

P = prix actualisé

P₀ = prix fixé dans l'offre initiale du titulaire

lo = valeur de l'indice définitif publié INSEE 010546007 - (CPF 62.01 – Services de programmation informatique), en vigueur au mois d'établissement des prix (mois de la remise de l'offre).

I-3 = valeur de l'indice définitif publié INSEE 010546007 - (CPF 62.01 – Services de programmation informatique), en vigueur à la date de notification.

Le titulaire doit appliquer l'actualisation de prix sur la base de la valeur de l'indice communiquée par le pouvoir adjudicateur dans le courrier de notification.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur l'annexe financière actualisée.

Le nouveau prix de règlement ainsi établi n'a pas à être constaté par avenant.

11.3 Modalités financières

11.3.1 Délais de paiement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles L.2192-10 et R.2192-10 du code de la commande publique, et au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiements dans les contrats de la commande publique.

Ainsi, le délai global de paiement ne peut excéder TRENTE (30) jours.

En application des articles R.2192-12 et sous réserve des dispositions prévues aux articles R.2192-13, R.2192-17 et R.2192-18 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si l'accord-cadre le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute personne habilitée à cet effet.

En cas de versement d'une avance, en application de l'article R.2192-24 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement de l'avance est la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde est la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. A défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de DEUX (2) jours qui est retenue.

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par de l'accord-cadre ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois dans les conditions prévues aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du code de la commande publique. À compter de la réception de la totalité des pièces, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

Lorsque l'accord-cadre prévoit une procédure de vérification de la conformité des prestations, il est prévu que le délai de paiement court à compter de la date à laquelle cette conformité est constatée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Les intérêts moratoires :

À défaut de paiement de la facture dans les TRENTE (30) jours, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont dus aux conditions prévues aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires mentionné aux articles R.2192-31 et L.2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire fixé par l'article D.2192-35 du code de la commande publique pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

11.3.2 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après attestation du service fait par la personne publique.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

11.3.2.1 Mentions obligatoires :

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des Impôts et au décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique. Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- les nom et adresse du créancier,
- l'intitulé de son numéro de compte bancaire ou postal,
- la référence de l'accord-cadre en vertu duquel elles sont émises,
- la désignation des fournitures et/ou prestations commandées,
- les modalités particulières d'exécution, le cas échéant,
- la quantité commandée,
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant des taxes,
- la date d'établissement,
- les délais d'exécution,
- les lieux d'exécution,
- l'adresse de facturation.

- la référence de l'engagement juridique, numéro à 10 chiffres porté sur le bon de commande ou les documents contractuels ;

- le code du service exécutant, soit FAC9470075, indiqué dans le corps de l'adresse de facturation.

11.3.2.2 Taux de TVA :

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

11.3.2.3 Monnaie :

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

11.3.2.4 Transmission des factures :

Les factures sont adressées de façon dématérialisée, et ce, gratuitement, en utilisant le portail sécurisé Chorus pro, soit en les déposant au format pdf, soit en les y saisissant directement. Les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont accessibles sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute demande de renseignements est adressée au service facturier par courriel :

dc947000depense@dgfip.finances.gouv.fr

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est :

Madame la Secrétaire Générale

139, Rue de Bercy

75572 PARIS CEDEX 12

Le comptable assignataire des paiements est :

Contrôle Budgétaire et Comptable Ministériel

120, Rue de Bercy

75572 PARIS CEDEX 12

Article 12 - CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

12.1 Garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

12.2 Avances

Sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, une avance lui est accordée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-15 du code de la commande publique modifié par l'article 7 du décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique.

Ce montant est égal pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à 12 mois; si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisée par la durée prévue par l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

L'article 7 du décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, porte le taux à 20 % lorsque le titulaire de l'accord-cadre ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article 57 (entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaire annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 43 millions d'euros).

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65 % de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

12.3 Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations effectuées.

Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

12.4 Cession et nantissement

L'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire :

1. Soit une copie de l'original de l'accord-cadre revêtue d'une mention signée par l'acheteur indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant de l'accord-cadre.
2. Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle et dématérialisé selon des modalités définies par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics référencé NOR: ECOM1830226A.

Les modalités de modification de l'exemplaire unique et du certificat de cessibilité en cas de prestations confiées à un sous-traitant admis au paiement direct sont précisées aux articles R.2193-5 à R.2193-8 du code de la commande publique.

Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1 Régime des droits de propriété intellectuelle

- L'objectif du présent marché est notamment de développer un jeu sérieux pour la formation des agents publics et permettre des actions de communication sur l'action de l'AFA. La forme prévue est celle d'une aventure textuelle (type « visual novel ») à choix multiples, avec animation 2D et éventuellement des éléments d'interface interactive (de type « point n click »).
- Il est donc nécessaire que les livrables de ce marché, qui peuvent incorporer des résultats, des logiciels standards ou des connaissances antérieures, puissent remplir cet objectif.

13.1.1 Régime des résultats

Les résultats comprennent les développements spécifiques développés dans le cadre de l'accord-cadre ainsi que leur documentation associée.

Il est fait application des dispositions prévues à l'article A. 38 (option A) du CCAG/TIC.

Le titulaire concède à la personne publique les droits d'exploitation afférents aux résultats créés dans le cadre de l'accord-cadre, au fur et à mesure des développements, une fois divulgués, pour le monde entier, à compter de la signature de l'accord-cadre et pour la durée légale des droits d'auteur.

Les droits concédés sont notamment les droits de reproduction, de distribution, le droit de communication au public et de mise à disposition du public, des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature de l'accord-cadre.

- Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.
- Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public cible de l'accord-cadre.
- Le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, incorporer, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de compiler, décompiler aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération.

Cette cession des droits sur les résultats vaut pour les besoins d'utilisation des résultats exprimés dans le CCTP et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du présent accord cadre. Cela inclut la possibilité pour l'acheteur de pouvoir :

- utiliser, directement ou par l'intermédiaire de tiers les résultats dans le cadre de sa mission de service public ;
- réaliser ou faire réaliser par tout tiers tout développement informatique ainsi que la maintenance corrective, adaptative et évolutive de tout ou partie des résultats à l'échéance du marché.
- La personne publique peut librement utiliser les résultats des prestations et a le droit d'exploiter, communiquer à des tiers, ou publier les résultats des prestations, en mentionnant l'identité du titulaire, même sous une forme partielle ou totale.

Le prix de la présente concession est compris dans le prix des prestations de l'accord-cadre.

13.1.2 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

En compléments de l'article 35 du CCAG TIC, les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs utilisateurs en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les contenus proposés sous licence standard. Il peut s'agir de logiciels standards ou progiciels sur étagère (sous licence dite « propriétaire » ou sous licence libre), d'accès à des bases de données, d'images provenant de banque d'images, etc.).

13.1.2.1 Dispositions communes aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards utilisées dans le cadre du présent accord cadre.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur les éléments suivants :

- le nom et la fonctionnalité de la connaissance antérieure ou de la connaissance antérieure standard ;
- le nom du ou des auteurs,
- la source (site Internet par exemple),
- le régime juridique (licence),
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive,
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

Le titulaire ne peut utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards sans l'accord préalable de l'acheteur.

13.1.2.2 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures (hors standards) du Titulaire, de tiers et de l'acheteur

Si dans le cadre des prestations objet du présent marché, le Titulaire utilise des connaissances antérieures, par dérogation à l'article 36 du CCAG TIC le Titulaire concède à titre non-exclusif à l'acheteur le droit d'utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire que ceux prévus dans le régime relatif aux résultats du présent accord cadre.

En toute hypothèse, le Titulaire conserve le droit d'utiliser ses propres connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent accord cadre. Les dispositions sur les connaissances antérieures du Titulaire s'appliquent pendant la durée du marché ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

Le Titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'acheteur que dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

13.1.2.3 Dispositions spécifiques aux connaissances antérieures standards (logiciels standards)

Le titulaire s'engage à n'utiliser dans le cadre du marché que des connaissances antérieures standards dont les conditions d'utilisation sont compatibles avec les besoins exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. Les droits d'adaptation, modification, évolution

ainsi que les éventuelles transmissions des droits à des tiers sont conditionnés par la licence des connaissances antérieures standards.

Pour l'ensemble de ces connaissances antérieures standards, des licences d'utilisation seront achetées aux conditions de leur propriétaire. Le prix des licences d'utilisation des connaissances antérieures standards est compris dans le prix de la commande de manière forfaitaire, ferme et définitive.

Cette concession est accordée sans limitation du nombre d'utilisateurs, pour la durée des droits d'auteur des droits d'auteur prévue par la loi et limitée au monde entier.

Le code source du logiciel standard restera la propriété de l'éditeur.

Le prix de la concession est contenu dans le prix des prestations objet du présent accord-cadre.

Cette concession est accordée à compter de la date de la livraison du logiciel standard.

Cette concession comprend conformément à l'article L.122-6-1 du code de la propriété intellectuelle notamment les droits suivants :

- a) utiliser les progiciels exclusivement pour les opérations liées à l'exercice de l'activité de la personne publique, conformément aux limitations spécifiées dans le cahier des charges techniques particulières (CCTP). La personne publique n'est pas autorisée à sous-licencier ou louer les progiciels.
- b) utiliser la documentation fournie avec les progiciels aux fins indiquées ci-dessus.
- c) copier les progiciels à des fins d'archivage ou de sauvegarde et effectuer le nombre de copies requises pour la mise en œuvre et l'exploitation de la plateforme d'accès distants. Toutes les réserves de propriété intellectuelle et industrielle devront figurer sur les copies effectuées.
- d) permettre à des tiers l'utilisation des progiciels pour les opérations liées à l'exercice de l'activité de la personne publique, celle-ci se portant garante de leur utilisation conformément au présent accord-cadre.

La personne publique s'engage à ne pas effectuer ou permettre le désassemblage, la décompilation ou l'ingénierie à rebours des progiciels, sauf dans la mesure requise pour assurer l'interopérabilité avec d'autres logiciels créés indépendamment, ou autrement prévue par la loi.

Le titulaire accorde à l'AFA tel que précisé dans le cahier des clauses techniques particulières, le pouvoir d'opérer par elle-même des modifications mineures au contenu du jeu, si nécessaire au moyen d'un outil mis à disposition par le titulaire de l'accord-cadre.

Concernant les logiciels libres :

Dans le cas où le titulaire propose des logiciels libres, les quatre libertés suivantes sont garanties à l'utilisateur :

- la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages;
 - la liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et l'adapter à ses besoins. Pour ceci, l'accès au code de source est une condition requise;
 - la liberté de redistribuer des copies, avec ou sans contrepartie financière;
- la liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations, pour en faire profiter toute la communauté. Pour ceci, l'accès au code de source est une condition requise.

13.1.3 Obligations du Titulaire sur les supports matériels des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent accord-cadre, en complément de l'article 36 du CCAG TIC, le Titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du présent accord-cadre, tels que :

- les codes exécutables ;
- la documentation, les documents de cadrage et suivis de projet sous format numérique (support magnétique, optique ou supports de stockage électronique).
- les codes sources pour les seuls résultats et connaissances antérieures sous la forme d'un ou plusieurs supports électroniques contenant le code générateur.

Les codes sources des résultats et des connaissances antérieures ne sont pas confidentiels. Il est donc dérogé à la confidentialité des codes sources.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix de l'accord-cadre.

13.1.4 Garanties des droits

En complément de l'article A. 38, le Titulaire garantit que les résultats, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisés suivent le régime des droits prévu dans le cadre du présent accord cadre.

Sur simple demande, le Titulaire s'engage, à ses frais, à remplacer les résultats, les connaissances antérieures ou les connaissances antérieures standards qui ne permettraient pas l'acheteur de les exploiter dans les conditions prévues dans le cadre du présent accord cadre.

La personne publique, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur l'un des éléments de la prestation, s'engage pour sa part :

- à en aviser le titulaire, dans un délai de trente jours ;
- à l'appeler en qualité de garant et à accepter qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;

13.2 Mesures d'interopérabilité

Des liens logiques et physiques d'interconnexion et d'interaction sont nécessaires pour permettre le plein fonctionnement de tous les éléments des résultats avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs.

13.3 Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent accord cadre sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'acheteur.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre.

Le Titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent accord cadre, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

Article 14 - Traitement de données à caractère personnel

Il est fait application du RGPD (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE pour tout traitement de données personnelles dans le cadre des articles R. 561-23 à R. 561-28 du code monétaire et financier.

Le titulaire communique à l'administration dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Article 15 - DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

15.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à la personne publique doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

15.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à la personne publique en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de la personne publique ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à la personne publique, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément la personne publique de toute modification de son contrat d'assurance.

15.4 Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre conformément aux articles aux articles R.2191-30, R.2191-31 et L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 44 et 46 du CCAG-TIC ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.

Après mise en demeure restée infructueuse à l'échéance d'un délai de 15 jours, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à l'indemnité et, le cas échéant, avec l'exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D8222-5 du code du travail.

Les frais engendrés par une nouvelle mise en concurrence viendront en déduction des sommes dues au titre des prestations réalisées.

2 - La personne publique peut, à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre un terme à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celles-ci.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La décision de résiliation donne lieu à l'indemnisation du titulaire à hauteur de 5 % du montant total des prestations de l'accord-cadre déjà réalisées, déduction faite de la somme des frais, avances, règlements en attente ou déjà effectués.

3 - En cas de dépassement d'un plafond global de pénalités égal à 20 % du montant des prestations réalisées, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute du titulaire le présent accord-cadre aux conditions fixées par le CCAG-TIC.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

15.5 Attestations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

15.6 Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'administration les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'administration ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

15.7 Règlement alternatif des différends

Les dispositions générales relatives au règlement alternatif des différends sont indiquées à l'article L.2197-1 du code de la commande publique.

Les parties à un contrat administratif peuvent recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, dans les conditions fixées par les chapitres 1er et II du titre II du livre IV du code des relations entre le public et l'administration.

15.8 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent accord-cadre est soumis au tribunal administratif de Paris pour les aspects concernant les modalités d'exécution de l'accord-cadre et au tribunal de grande instance de Paris pour les questions relatives à la propriété intellectuelle.

Article 16 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
10.10.1	14.1 du CCAG-TIC	Pénalités de retard